



Bulletin de conjoncture

MICHIGAN STATE
UNIVERSITY

Réalisé conjointement avec le PREPOSAM/MSU/USAID, le FEWS-NET et le CSA

Bulletin d'analyse prospective du marché agricole

Juin 2018

La hausse des prix des céréales pourrait être modérée avant les prochaines récoltes

I – Déroulement à mi-parcours de la campagne de commercialisation 2017/18

1.1 - Faits marquants

Durant la campagne de commercialisation 2017/18, les marchés agricoles ont été marqués par des prix relativement élevés des produits céréaliers. En fait, les prix des céréales enregistrés sont, non seulement, supérieurs à ceux de l'année dernière, mais aussi, aux prix moyens des cinq dernières années. Plusieurs facteurs expliquent ce comportement des prix. Parmi ceux-ci, on peut citer:

- **La production agricole 2017/18** qui a beaucoup souffert des perturbations pluviométriques provenant :
 - des séquences sèches plus ou moins longues par endroits, enregistrées en Juillet et Août 2017 et ;
 - de l'arrêt précoce des pluies, intervenu durant la dernière décade de septembre 2017.

Selon les producteurs et commerçants rencontrés, ces deux éléments ci-dessus évoqués ont engendré des baisses de rendements des céréales, notamment pour les derniers semis, et des poches de mauvaise production à travers le pays. Ces poches de déficit ont été enregistrées aussi bien dans les zones de production que dans celles de consommation. En plus, la faible disponibilité de l'eau au niveau des cours d'eau a réduit les réalisations pour les cultures

maraichères, de contre saison de riz et de décrue dans les zones lacustres et pour l'abreuvement du bétail.

- **Le faible niveau des stocks céréaliers** : Les stocks reports de la campagne de commercialisation 2017/18 étaient très faibles à cause des importantes ventes d'août et septembre 2017 aux commerçants des pays voisins, notamment le Niger et le Burkina Faso. S'agissant des stocks commerciaux, leur niveau sur les marchés reste inférieur à celui de l'année dernière et d'une année moyenne pour toutes les céréales. Selon les commerçants céréaliers de San, Mopti, Koutiala, Sikasso, Ségou et Niono, la baisse des stocks des céréales aurait pour causes :
 - La baisse de la production dans leurs zones d'approvisionnement à cause de l'arrêt précoce des pluies;
 - Le niveau élevé des prix des céréales, qui limite les capacités de stockage chez certains commerçants, notamment ceux dont la surface financière est modeste;
 - L'assistance alimentaire, qui se profile à l'horizon, suscite la prudence chez d'autres commerçants, ayant des surfaces financières importantes, à constituer beaucoup de stocks;
 - La rétention des stocks, qui est pratiquée par les producteurs pour leur propre sécurité alimentaire durant la soudure et/ou pour profiter des hausses futures des prix.

- **La reconstitution des stocks institutionnels** : Quelles que soient les quantités recherchées et les périodes d'achat, les activités de reconstitution des stocks institutionnels augmentent la demande sur les marchés. Actuellement, ces stocks sont à un niveau relativement moyen. La reconstitution du Stock National de Sécurité est en cours. L'Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM) devrait acheter cette année pour le compte du Stock National de Sécurité (SNS) 16.500 tonnes dont 2.000 tonnes de maïs et 14.500 tonnes de mil/sorgho. Aussi, des agences humanitaires dans le cadre de leurs programmes d'appui aux ménages pauvres ont procédé à des achats. Ces différents achats, en plus de la forte demande interne provoquée par le déficit pluviométrique de la campagne agricole passée et des exportations vers les pays voisins, ont rehaussé le niveau de la demande dès le début de la campagne de commercialisation.

1.2 –Echanges avec les autres pays

Les échanges commerciaux de produits agricoles et d'autres denrées alimentaires entre le Mali et les autres pays se poursuivent.

Les produits importés au Mali, à partir des pays de la sous-région, ont porté entre autres sur le maïs, les tubercules, les fruits, l'huile de palme à partir de la Côte d'Ivoire, le poisson de mer et le riz transité ou réexporté du Sénégal et le niébé du Burkina Faso. A partir de la Mauritanie, il s'agit surtout des confiseries, les pâtes alimentaires, les dattes, le sucre, la farine de blé, etc.

S'agissant des exportations, les produits locaux maliens exportés vers les pays de la sous-région sont entre autres le maïs, le mil, le riz local, le sorgho, les légumineuses (arachide, niébé, sésame), l'échalote et le bétail.

Au cours du premier trimestre 2018, les exportations contrôlées ont porté au total sur 1.080 tonnes de mil contre 766 tonnes l'année dernière, 3.354 tonnes de maïs contre 2.876 tonnes l'année dernière, 568 tonnes de riz contre 80 tonnes l'année dernière.

Il y a toujours lieu de rappeler que les échanges de produits agricoles, notamment les horticoles entre

les pays de la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Maroc prennent de plus en plus de l'ampleur.

II - Evolution des prix sur les marchés des produits agricoles en mi-campagne de commercialisation 2017/18

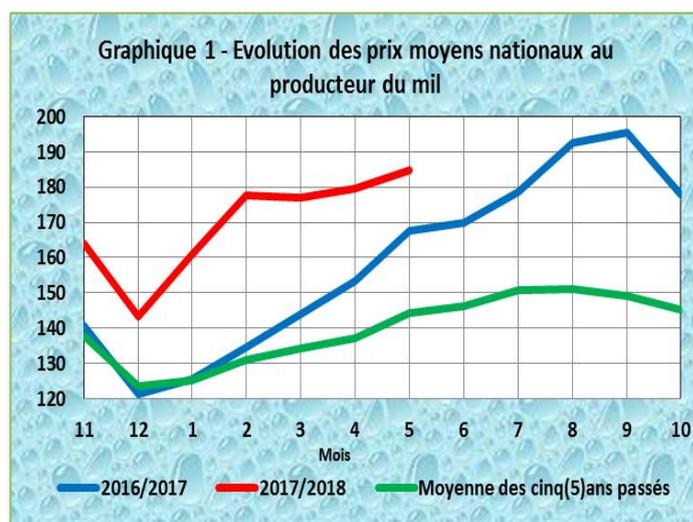
Durant le premier semestre de la campagne de commercialisation 2017/18, les marchés agricoles ont été moyennement animés. Les transactions de denrées entre les zones de production et de consommation se sont déroulées sans grandes difficultés. Toutefois, des actes d'insécurité continuent d'affecter par moments les flux vers les régions du Nord, sans pour autant pouvoir les interrompre.

2.1- Evolution des prix des céréales

L'évolution des prix des céréales pour cette campagne de commercialisation 2017/18 a été marquée par une hausse précoce dès janvier 2018 au lieu d'avril comme d'habitude, en lien avec les conditions de l'offre et de demande précédemment décrites.

2.1.1 Evolution des prix du mil

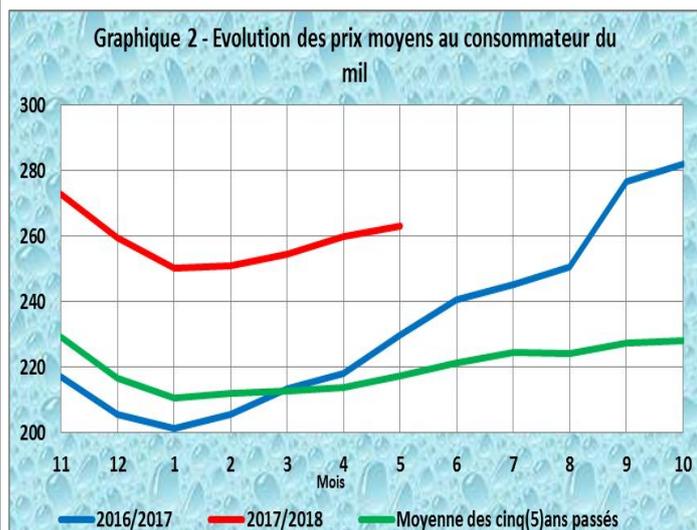
La campagne de commercialisation 2017/18 a débuté par des mouvements de baisse du prix moyen national pondéré au producteur du mil à partir de Novembre 2017. Ainsi, ce prix a fléchi en passant de 164 Fcfa/kg en Novembre 2017 à 143 Fcfa/kg en Décembre 2017. (Cf. graphique 1).



La baisse saisonnière des prix à la production en début de campagne de commercialisation 2017/18, grâce à l'arrivée sur les marchés des nouvelles récoltes, a été suivie par une hausse précoce dès janvier 2018. La tendance de hausse s'est poursuivie jusqu'en fin mai 2018 avec toutefois, une baisse de rythme par rapport à janvier 2018.

Ces hausses de prix s'expliquent par les fortes demandes sur les marchés causées, d'une part, par l'existence de plusieurs zones de déficit de production à travers le pays, les exportations vers les pays voisins, les achats institutionnels de l'OPAM et des acteurs humanitaires et, d'autre part, par la rétention des stocks par des producteurs. Le niveau des prix depuis le début de la campagne de commercialisation 2017/18 est resté supérieur à celui de l'année dernière et à celui du prix moyen des cinq dernières années (Cf. graphique 1).

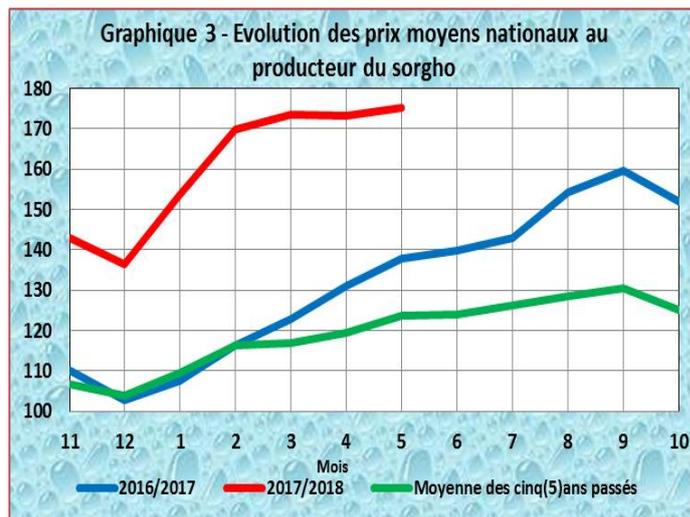
Le prix moyen national au consommateur du mil a évolué de la même manière que le prix moyen national pondéré au producteur. En mai 2018, le niveau du prix moyen national au consommateur du mil reste supérieur à celui de l'année dernière de 15% et à celui du prix moyen des cinq dernières années de 21% (Cf. graphique 2).



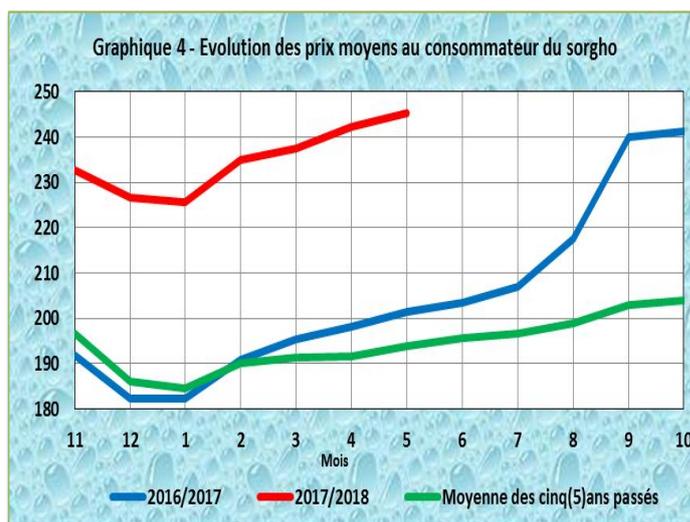
2.1.2 Evolution des prix du sorgho

A l'instar du prix moyen national pondéré au producteur du mil, celui du sorgho a aussi connu des baisses de Novembre à Décembre 2017 grâce aux nouvelles récoltes. A partir de janvier 2018, ces prix ont connu des hausses successives jusqu'en mai 2018 à cause de la forte demande, notamment dans le Sahel occidental (Cf. Graphique 3).

Le niveau des prix est plus élevé cette année par rapport à l'année dernière de 27% et à la moyenne des cinq dernières années de 42% (Cf. Graphique 3).



Le graphique 4 ci-dessous montre que le prix moyen national au consommateur du sorgho a eu une évolution identique à celui du prix moyen national pondéré au producteur. En ce mois de mai 2018, la hausse est de 22% et de 26% respectivement par rapport à la même période de l'année dernière et à la moyenne quinquennale.



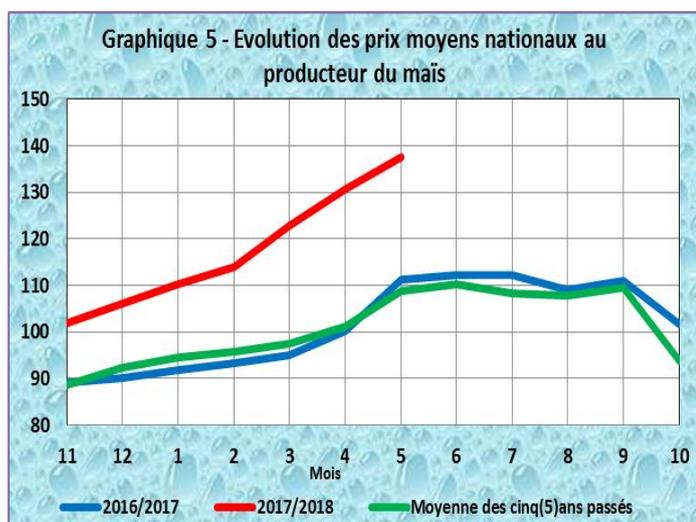
2.1.3 Evolution des prix du maïs

Le prix moyen national pondéré au producteur du maïs a connu des mouvements de hausse depuis le début de la campagne de commercialisation 2017/18 (Cf. graphique 5).

Cette évolution des prix du maïs s'explique entre autres par sa forte demande, due partiellement aux facteurs suivants:

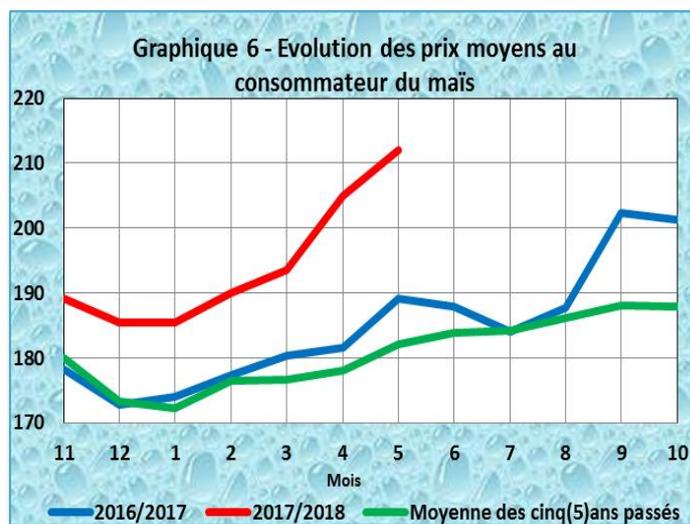
- L'utilisation du maïs aussi bien pour la consommation humaine que pour la consommation animale (bétail et volailles);
- Le bas niveau de son prix par rapport au mil et au sorgho et surtout que le maïs a été la céréale de substitution en raison du prix élevé des céréales classiques que sont les mil/sorgho dans le sahel occidental;
- La forte demande extérieure;
- La mainmise des producteurs du sud du pays sur le maïs depuis le début de la commercialisation du coton et de la noix de cajou.

Comme le mil/sorgho, le prix moyen national pondéré au producteur du maïs est resté supérieur à celui de l'année dernière et à la moyenne quinquennale, respectivement de 24% et de 26%.



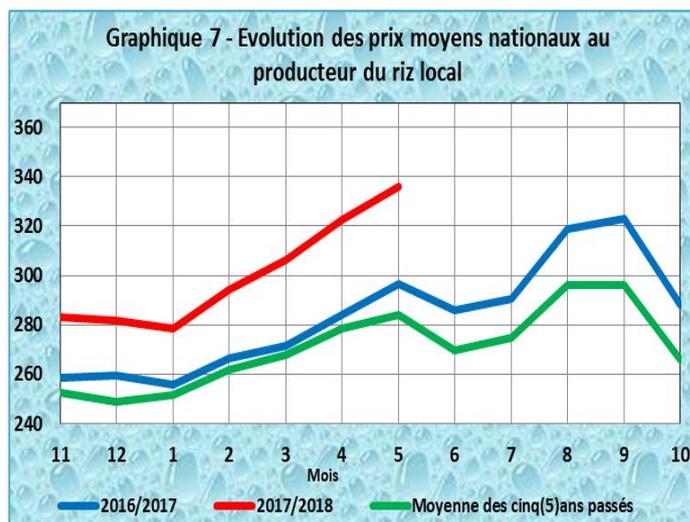
Il ressort du graphique 6 ci-dessous que contrairement à l'évolution des prix moyens nationaux pondérés au producteur, celui au consommateur du maïs a commencé sa hausse à partir du mois de février 2018.

Comme le mil/sorgho, le prix moyen national au consommateur du maïs est resté supérieur à la moyenne et à celui de l'année dernière respectivement de 16% et de 12% (Cf. Graphique 6).



2.1.4 Evolution des prix du riz local

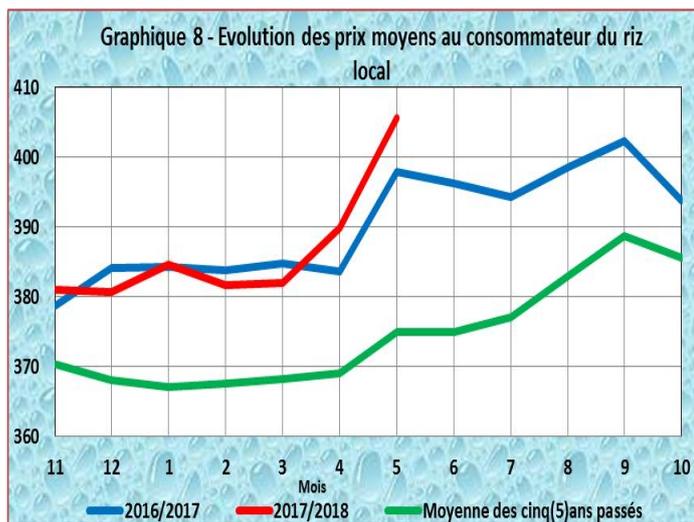
Après de légers mouvements de baisse occasionnés par les récoltes de novembre 2017 à janvier 2018, les prix moyens nationaux pondérés au producteur du riz local Gambiaka ont subi des hausses relativement fortes jusqu'en mai 2018 (Cf. graphique 7). La baisse attendue de la production de contre-saison de riz, à cause de la faible disponibilité en eau d'irrigation, explique en partie la hausse de prix pour cette denrée.



S'agissant des prix moyens nationaux au consommateur, ils ont eu un niveau relativement élevé et ont peu fluctué de novembre 2017 à mars 2018. A partir d'avril 2018, ils ont, à l'instar des prix moyens nationaux pondérés au producteur, fortement haussé jusqu'en mai 2018 (Cf. graphique 8). La hausse du prix moyen national au consommateur du riz local en mai 2018 est de 8% par rapport à la moyenne et de 2% par rapport à son niveau de l'année dernière.

L'évolution ascendante des prix du riz local durant cette campagne de commercialisation provient des baisses de production notamment pour le riz de submersions libre et contrôlée et aussi à la contagion des prix des céréales sèches. De plus, la sécheresse causée par les déficits pluviométriques de l'hivernage 2017 n'a pas permis aux fleuves et aux cours d'eau permanents et temporaires d'atteindre les niveaux normaux de remplissage ; ce qui a réduit les productions pour les contre-saisons de riz et les cultures de décrue.

En plus de tous ces facteurs, l'insécurité rampante au centre et au nord du pays a influencé les circuits commerciaux.



2.2- Evolution des prix des produits maraichers

Durant cette campagne de commercialisation, la production maraichère a été globalement moyenne notamment dans les grandes zones de production de l'Office du Niger, de l'Office des Périmètres Irrigués de Baguineda et de Sikasso et moyenne à inférieure par endroits à cause de la faible disponibilité en eau au niveau des points d'eau. Le tarissement précoce et les températures relativement fortes durant la saison sèche ont eu un impact négatif sur la production maraichère.

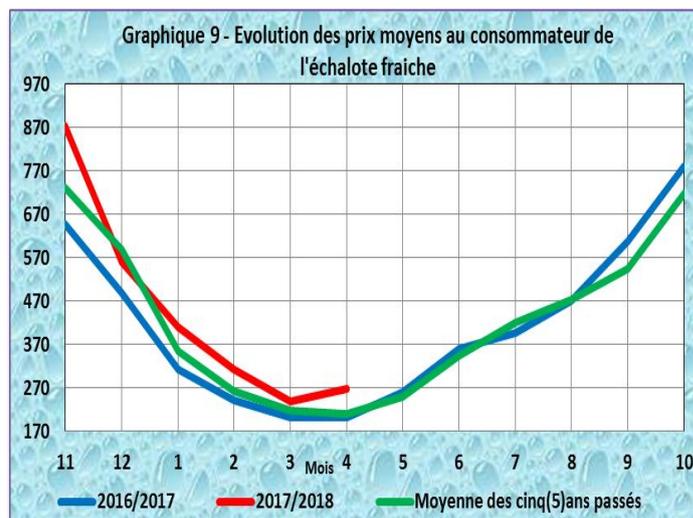
2.2.1 Evolution des prix au consommateur de l'échalote

Durant le premier trimestre de la campagne de commercialisation 2017/18, le prix moyen national au consommateur de l'échalote fraîche a été supérieur au prix de l'année dernière, mais aussi, à

celui de la moyenne des cinq dernières années (Cf. graphique 9).

La hausse de prix est de 33% par rapport à 2017 à la même période et de 28% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Au cours du premier trimestre 2018, le Mali a exporté 3.213 tonnes d'échalote dans les pays de la sous-région particulièrement vers la Guinée. Ces quantités sont inférieures à celles de l'année dernière, qui étaient de 3.926 tonnes.

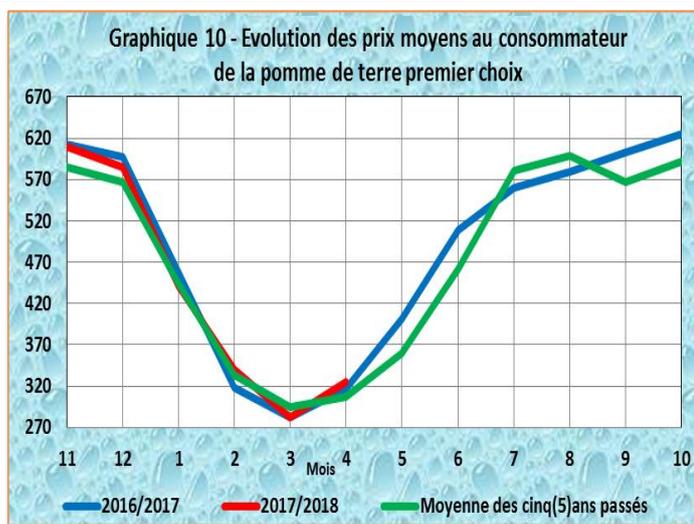


2.2.2 Evolution des prix au consommateur de la pomme de terre « premier choix »

Durant cette campagne de commercialisation 2017/18, le prix moyen national à la consommation a fluctué à la baisse dans les mêmes niveaux que ceux de l'année dernière et la moyenne des cinq ans passés. Ainsi, ce prix est passé de 610 F cfa/kg en Novembre 2017 à 282 F cfa/kg en mars 2018 (Cf. graphique 10).

La hausse saisonnière, qui a démarré en avril 2018, se poursuit et est très légèrement supérieur à celui de 2017 et à la moyenne des cinq dernières années.

En raison du déficit de la production locale de la pomme de terre, les importations et les réexportations à partir des pays voisins du Sénégal et de la Côte d'Ivoire se poursuivent.

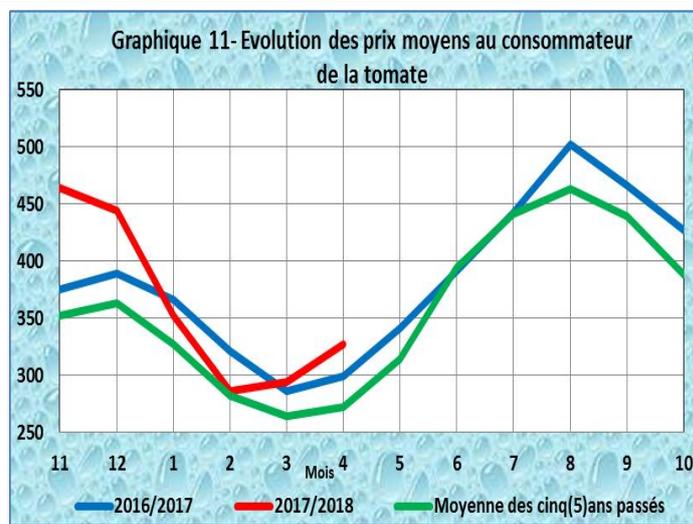


Au cours du premier trimestre 2018, le Mali n'a exporté que 49 tonnes de pomme de terre contre 108 tonnes à la même période de l'année dernière, soit une baisse de -55%. S'agissant des importations de la pomme de terre, elles ont haussé en passant de 2.269 tonnes entre janvier et mars 2017 à 3.905 tonnes au cours de la même période de cette année 2018, soit une hausse de +72%. La hausse des importations de pomme de terre provient partiellement de la baisse de la production locale à cause du manque d'eau et de la chaleur et aussi du mois de carême en cours qui a débuté le 16 mai 2018 et qui constitue une période de forte demande pour cette spéculation. Les prix sont en légère hausse de 6% par rapport à la moyenne des cinq dernières années et de 3% par rapport à 2017 à la même période.

2.2.3 Evolution des prix au consommateur de la tomate

Le prix moyen national au consommateur de la tomate a été dans l'ensemble supérieur à celui des cinq ans passés de 20%. Par contre, ils ont été inférieurs à ceux de l'année dernière de janvier à février 2018 de -8% en moyenne. A partir d'avril 2018, le prix au consommateur de la tomate a dépassé son niveau de l'an passé de 9% (Cf. graphique 11). Par rapport à la moyenne quinquennale, la hausse est de 20%.

Cette tendance du prix de la tomate à se détacher en avril 2018 s'explique par la faiblesse de l'offre causée par la sécheresse et la chaleur.

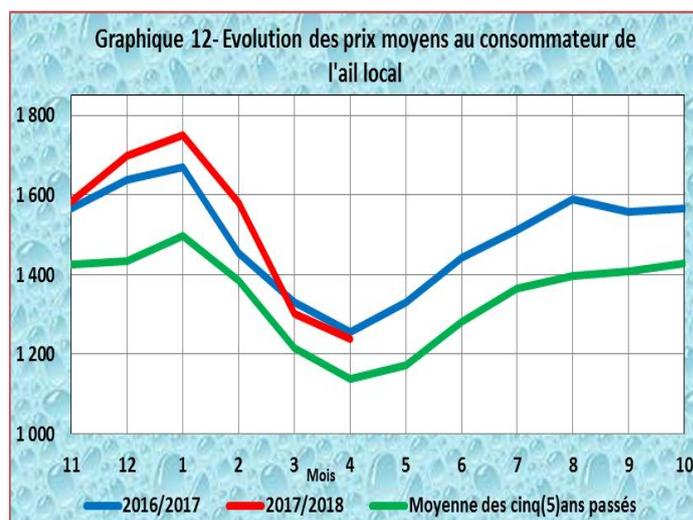


La production de tomate du pays est déficitaire. C'est pourquoi, elle est complétée par les importations à partir du Maroc, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, et du Sénégal.

Au cours du premier trimestre 2018, le volume des exportations de tomate est de 39 tonnes contre 56 tonnes en 2017 à la même période. Quant aux importations, elles sont de 1.761 tonnes cette année contre 4.309 tonnes en 2017.

2.2.4 Evolution des prix au consommateur de l'ail local

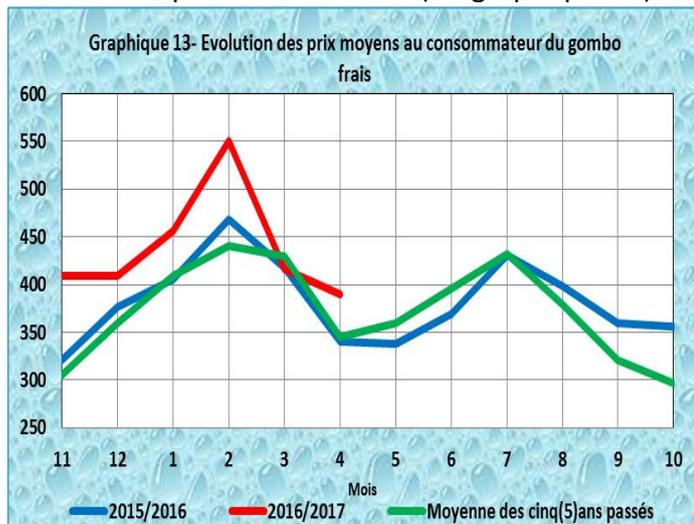
Selon les commerçants, l'ail local est beaucoup plus préféré des consommateurs que l'ail importé. Les prix moyens nationaux au consommateur de l'ail local connaissent des mouvements de baisse depuis février 2018. Ils sont passés de 1.580 F cfa/kg en février 2018 à 1.237 F cfa/kg en avril 2018 (Cf. graphique 12).



La production de l'ail local est très déficitaire. Pour combler ce déficit, le pays a importé 1.526 tonnes au cours du premier trimestre 2018, contre 3.264 tonnes au cours de la même période de l'année dernière. Malgré cette baisse des importations de l'ail, leur niveau reste relativement élevé, ce qui dénote de l'importance de l'apport de ces importations dans la satisfaction des besoins des populations.

2.2.5 Evolution des prix au consommateur du gombo frais

Durant le premier semestre de cette campagne, le prix du gombo frais a été dans l'ensemble supérieur à celui de la même période de l'année dernière et à celui des cinq dernières années (Cf. graphique 13).



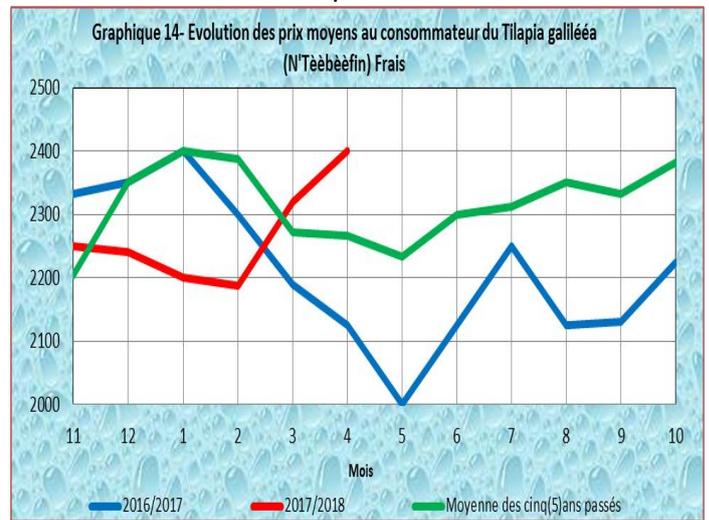
2.3- Evolution des prix des produits halieutiques

Les prix ont subi de légères fluctuations qui sont assimilables à de relatives stabilités. Il faut, toutefois, retenir que l'offre interne reste faible par rapport à la demande. L'équilibre entre l'offre interne et les besoins de consommation internes, causant la relative stabilité des prix, provient des importations de la Chine et des pays côtiers, notamment de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et de la Mauritanie.

Durant ce premier trimestre 2018, le Mali a importé 11.740 tonnes de poisson et n'a exporté que 119 tonnes de poisson. En tenant compte de la tendance ascendante des prix des produits du bétail et de la viande, les exportations des produits halieutiques notamment les poissons devront croître dans les années à venir.

Malgré la stabilité globale des prix des poissons sur les marchés, on assiste actuellement à des hausses de prix des espèces de poissons d'eau douce les plus appréciés au Mali. Cette hausse de prix s'explique par la baisse des captures, due à la faiblesse de la crue qui n'a pas permis une bonne reproduction des espèces piscicoles.

Ainsi, il ressort du graphique 14 ci-dessous que le prix moyen national au consommateur de la carpe fraîche a amorcé des hausses depuis mars 2018.



2.4- Evolution des prix du bétail

Le déficit pluviométrique de l'hivernage 2017 a eu un impact négatif sur la production de la biomasse et engendré un important déficit fourrager en plusieurs endroits du pays, parmi lesquels on peut citer entre autres le Sahel occidental et certaines zones pastorales des régions de Tombouctou, Taoudenit et de Gao. Cette situation a provoqué une soudure pastorale précoce. L'offre de bétail sur les marchés est moyenne dans le sud du pays et supérieure à la moyenne dans les régions du nord et le sahel occidental à cause des mauvaises conditions d'élevage dans ces zones, poussant ainsi les éleveurs à un déstockage massif. Les demandes, aussi bien internes qu'externes, sont en hausse sur les principaux marchés d'approvisionnement du pays à cause de la mouvance des fêtes de Ramadan et de Tabaski. Le prix de la chèvre qui est l'animal le plus vendu par les ménages pauvres est, par rapport à la moyenne quinquennale en baisse dans les régions du nord, notamment à Gao (-23%), à Bourem (-23%), à Goundam (-11%) et Nara (-8%). Par contre, dans les régions du Sud, la tendance générale est à la hausse

et est comprise entre 15 et 25% de hausse dans la plupart des marchés des régions de Sikasso, Ségou et de Mopti.

Quant aux termes de l'échange chèvre/céréales par rapport à la moyenne quinquennale, ils sont en baisse de -33% à Gao, -40% à Bourem, -18% à Goundam, -28% à Rharous, -15% à Mopti et de -8% à Tombouctou ; ce qui affecte négativement l'accès des ménages pastoraux aux nourritures.

Au cours du premier trimestre 2018, les exportations de bétail ont porté sur 17.445 têtes de bovins et 33.368 têtes d'ovins et de caprins. Ces chiffres sont largement inférieurs à ceux de la même période de l'année dernière, qui étaient de 29.100 têtes de bovins et de 50.992 têtes d'ovins et de caprins. Ce qui donne des baisses de -40% pour les bovins et de -35% pour les ovins et caprins. Les exportations du premier trimestre de cette année sont également inférieures à leurs valeurs moyennes de -49% pour les bovins et de -52% pour les ovins et caprins. Plusieurs facteurs expliquent la baisse des exportations du bétail, parmi lesquels on peut citer :

- Le déficit fourrager provoqué par le manque et l'arrêt précoce des pluies durant l'hivernage 2017;
- La cherté de l'aliment bétail, qui diminue l'effectif embouché;
- Les difficultés de transhumance dans le Mali sud, où les conflits entre éleveurs et populations sédentaires se multiplient, notamment dans les cercles de Bougouni et de Yanfolila. Selon les éleveurs rencontrés, certains ont déclaré avoir transféré leurs animaux dans les zones pastorales aménagées sur le territoire de la Côte d'Ivoire.

2.5 - Conclusion sur les marchés agricoles

Il ressort de tout ce qui précède que la campagne de commercialisation 2017/18 est caractérisée par une disponibilité de céréales inférieure à la moyenne sur tous les marchés à cause de plusieurs facteurs dont entre autres :

- l'hétérogénéité dans la répartition spatiale de la production céréalière sur le territoire national

provoquée par l'existence de plusieurs poches de déficit de production à travers le pays ;

- la faiblesse des stocks reports ;
- les exportations de céréales vers les pays voisins en début de campagne ;
- la reconstitution des stocks institutionnels de l'OPAM et des agences humanitaires ;
- la rétention des céréales par les producteurs en quête de meilleurs prix.

Les facteurs, qui sont ci-dessus évoqués, ont engendré une hausse précoce des prix des céréales sur tous les marchés. Les prix sont restés supérieurs à ceux de l'année dernière et aux prix moyens quinquennaux ; ce qui affecte négativement l'accès aux denrées pour les ménages pauvres et très pauvres.

En plus des besoins élevés de consommation intérieure, notamment dans les zones de consommation et celles déclarées en déficit de production, la demande céréalière depuis le début de la campagne de commercialisation s'est renforcée à cause des facteurs suivants :

- la reconstitution des stocks publics qui s'est poursuivie malheureusement au-delà de la période indiquée (période des récoltes) ; ce qui augmente la pression sur les marchés ;
- la reconstitution des stocks de proximité (banques de céréales, stocks familiaux et des coopératives de consommation) ;
- la poursuite des achats des commerçants des pays voisins.

La campagne maraichère n'a pas donné les résultats escomptés dans beaucoup de zones à cause du tarissement précoce des points d'eau et de la forte chaleur durant la campagne maraichère.

Le marché du poisson reste moyennement fourni en dépit de la baisse de la production locale par endroits. Les importations de poisson et le développement de la pisciculture contribuent à un approvisionnement suffisant des marchés à travers le pays. Les prix ont évolué dans une fourchette moyenne à légèrement supérieure à la moyenne pour certaines espèces.

S'agissant enfin du bétail, la dégradation précoce des conditions d'élevage, qui a imposé une soudure précoce et dure, a engendré en certains endroits un déstockage des animaux qui ont été vendus à des prix inférieurs à la moyenne ; ce qui a affecté les revenus des éleveurs.

III – Les conditions de démarrage de la nouvelle campagne agricole 2018/19

Malgré des prix relativement élevés des produits céréaliers, la campagne agricole 2018/19 débute dans des conditions socio-économiques favorables avec le démarrage des semis à Sikasso et au sud des régions de Kayes, Koulikoro et Ségou et dans une situation sécuritaire instable au centre et au nord du pays.

Les procédures sont en cours au niveau des services techniques de l'agriculture pour rendre disponibles les semences et engrais subventionnés aux agriculteurs.

Le retour saisonnier des bras valides pour les travaux champêtres est observé dans les différentes zones agricoles du pays. La fermeture habituelle des sites d'orpillage est aussi en cours afin de permettre aux orpailleurs de participer aux travaux champêtres.

L'installation des pluies se poursuit dans le pays particulièrement dans les zones agricoles de la région de Sikasso, du Sud de celles de Kayes, de Koulikoro, de Gao, de Tombouctou et de Ségou. Le cumul de pluies recueillies du 1er avril au 30 mai 2018 se situe entre 20 à 100 mm, voire plus du Sud vers le Nord du pays. Comparé à la moyenne 2007-2016, le cumul pluviométrique du 1er avril au 30 mai 2018 est dans l'ensemble déficitaire à très déficitaire excepté dans les cercles de Kadiolo, Sikasso, Tessalit, Tin Essako, Menaka et Rharous, où il est normal à excédentaire.

La soudure pastorale, qui a été précoce par endroits à travers le pays, connaît une atténuation grâce à l'amorce de la régénération des pâturages et la reconstitution des points d'eau à la faveur des pluies enregistrées.

Compte tenu de l'existence de plusieurs poches de déficit à travers le pays, le Plan National de Réponse 2018 (PNR-2018) prévoit des actions d'assistance

alimentaire, de filets sociaux, de lutte contre la malnutrition et de résilience à l'endroit des populations vulnérables durant la période de soudure 2018 (juin à septembre 2018). Dans le cadre de ce PNR-2018, l'assistance alimentaire de l'Etat et de ses Partenaires Techniques et Financiers, à l'endroit des populations vulnérables, porte sur une distribution gratuite de 28.202 tonnes.

Le plan de campagne 2018/19 prévoit une hausse de la production de céréales de 8% par rapport à celle de l'année dernière.

Produits	Objectifs 2018/2019			Part (%)
	Superficies (ha)	Rendement (Kg/ha)	Production (tonne)	
Riz	790 642	3798	3 002 562	29,8%
Maïs	1 268 767	2901	3 681 016	36,5%
Blé/Orge	8 240	3542	29 185	0,3%
Mil	2 144 469	850	1 822 805	18%
Sorgho	1 586 244	950	1 507 552	15,0%
Fonio	64 224	591	37 963	0,4%
Total	5 862 586		10 081 083	100%
Résultats définitifs EAC	5 805 068	-	9 295 974	-
Taux	1%	-	8%	-

Source : PLAN DE CAMPAGNE AGRICOLE CONSOLIDE ET HARMONISE 2018/2019

Selon la FAO, la production mondiale de riz usiné est estimée à 510,6 millions de tonnes en avril 2018 soit 1,4% de hausse. Cette croissance provient de l'augmentation des superficies ensemencées, favorisée par des améliorations des prix à la production et les mesures de soutien fournies par les Etats. L'Afrique devra connaître une baisse des importations à cause de la hausse des prix internationaux et de l'augmentation des importations dans les pays asiatiques, notamment l'Indonésie et les Philippines. Cette tendance à la baisse des importations de riz semble se confirmer au Mali, où le suivi des flux transfrontaliers montre que durant le premier trimestre 2018, les importations de riz ont été de 34.852 tonnes contre 67.075 tonnes à la même période de l'année dernière.

Selon les prévisions saisonnières faites par le Centre Régional AGRHYMET, l'ACMAD et les services météorologiques et hydrologiques nationaux, la campagne agricole 2018/19 se déroulera de la façon suivante :

La période de **Juin à Août 2018** sera caractérisée par :

- Des cumuls pluviométriques normaux à excédentaires dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao, Ménaka, le District de Bamako et le Sud de celles de Tombouctou, Taoudénit et de Kidal.
- Des précipitations légèrement déficitaires sur le reste du pays.

La période de **Juillet à Septembre 2018** sera caractérisée par:

- Des cumuls pluviométriques normaux à excédentaires dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao, Ménaka, le District de Bamako et le Sud de celles de Tombouctou, Taoudénit et de Kidal.
- Des précipitations proches de la moyenne sur le reste du pays.

Ceci amène à espérer que la nouvelle campagne agricole, qui démarre, présage des perspectives moyennes à bonnes au regard des prévisions saisonnières de cette année. Cependant, un coup d'accélérateur doit être donné à la livraison des intrants agricoles aux paysans pour le respect du calendrier agricole.

IV - Perspectives de l'évolution des prix et des quantités sur les marchés

Débutée en novembre 2017, la campagne de commercialisation 2017/18 se poursuivra jusqu'en octobre 2018. Au vu du comportement actuel des marchés, leur évolution dépendra d'un certain nombre de facteurs, ayant des impacts sur les fondamentaux des marchés que sont l'offre, la demande et le prix.

4. 1 - Les céréales

Actuellement, les marchés céréaliers se caractérisent par la poursuite de la baisse saisonnière de l'offre, provoquant des hausses de prix. Le comportement future de l'offre, de la demande et des prix sur les marchés jusqu'à la fin de la campagne de commercialisation 2017/18 dépendra des facteurs suivants :

- **Le déroulement de la campagne agricole 2018/19.** Si la campagne agricole 2018/19 se déroule comme prévue en termes de régularité et de répartition des pluies et de situation phytosanitaire calme, les marchés seront bien approvisionnés par les producteurs et les prix vont se stabiliser et même subir des baisses précoces. Par contre, en cas de perturbations de la campagne agricole 2018/19, les marchés seront encore plus tendus. Autrement dit, les offres paysannes seront faibles et les prix auront tendance à hausser;
- **L'insécurité.** Etant causée par des groupes armés et les groupes djihadistes, elle pourrait affecter négativement, non seulement, la production agricole au centre et au nord du pays, mais aussi, les flux commerciaux entre les zones d'approvisionnement du sud et les marchés de consommation du nord du pays ;
- **la production de la contre saison de riz.** Quelle que soit la faiblesse de cette production de contre saison de riz pour des raisons de faiblesse du niveau d'eau dans les bassins du fleuve Niger et de ses affluents, elle devra très légèrement améliorer l'offre de riz local sur les marchés.
- **Les stocks au niveau des commerçants.** Même s'ils ont un niveau inférieur à celui de l'année dernière, ils devront se retrouver sur les marchés avant les prochaines récoltes. Ainsi, ils contribueront, en un moment donné durant la soudure 2018, à améliorer l'offre ;
- **La tenue des fêtes du Ramadan et de la Tabaski durant la campagne agricole 2018/19.** L'approche de ces fêtes devra améliorer momentanément l'offre sur les marchés car les producteurs devront vendre les céréales pour faire face aux dépenses inhérentes à ces événements religieux. Ceci permettra aux commerçants, possédant une certaine surface financière, d'augmenter le niveau de leurs stocks commerciaux;
- **Les ventes d'intervention de l'OPAM en cours dans les régions de Gao, Tombouctou et Kayes.** Elles contribueront à améliorer l'approvisionnement des marchés en céréales ;
- **La mise en œuvre des distributions gratuites de vivres pour 28.202 tonnes.** Cette mise en œuvre permettra de venir en aide aux populations en difficulté alimentaire et de réduire sensiblement la demande sur les marchés des localités

bénéficiaires et d'atténuer la tendance haussière des prix sur ces marchés;

- **L'arrivée des premières récoltes de maïs de la Côte d'Ivoire (« maïs de la petite saison des pluies ») en fin juin 2018.** Elle devra apporter sa part dans l'amélioration de l'offre ;
- **La disponibilité du riz importé sur les marchés durant la période de soudure.** Le riz importé étant moins cher que le riz local, des populations aussi bien dans les villes que dans les campagnes se rabattent sur ce riz en période de soudure. Ce qui devra contribuer à couvrir la demande globale interne durant cette période de très faible disponibilité du riz local;
- **La reprise de la crue sur le fleuve.** Elle devra améliorer la fluidité du commerce fluvial grâce à la reprise entière du transport fluvial vers les marchés situés le long du fleuve Niger entre les régions de Mopti, Tombouctou et Gao.

4. 2 – Le bétail

La demande de bétail sera relativement forte durant les fêtes musulmanes du Ramadan et du Tabaski. S'agissant de l'offre, elle devra observer la baisse habituelle à cause, d'une part, du départ des troupeaux pour la cure salée et, d'autre part, de la reconstitution des conditions d'élevage, qui n'incite pas à un déstockage au niveau des éleveurs. Cependant, l'offre sera dans une proportion moyenne jusqu'en octobre 2018.

Les fortes demandes pour les fêtes de ramadan et de Tabaski, la baisse des offres avec la remontée des troupeaux dans les zones de cure salée et le regain d'embonpoint du bétail grâce à l'amélioration des conditions d'élevage engendreront une hausse des prix sur les différents marchés.

Le niveau des prix se maintiendra probablement au-dessus de la moyenne dans le sud du pays et sera inférieur ou similaire à la moyenne sur ceux des régions de Tombouctou et dans le sahel occidental, où la soudure pastorale a été relativement difficile ; ce qui a fortement affecté les animaux, qui ont subi une forte dégradation de leur embonpoint.

V - Recommandations pour une amélioration de la disponibilité céréalière durant la période de soudure de la campagne de commercialisation 2017/18

Face à cette situation de hausse de prix ci-dessus évoquée, la mission recommande ce qui suit :

- **La poursuite des ventes d'intervention dans les régions de Tombouctou, Taoudéni, Gao, Ménaka et Kidal et dans le Sahel occidental.** En plus d'assurer la disponibilité de l'offre, elle ralentira les fortes hausses de prix ;
- **La mise en œuvre rapide des actions d'urgence et de résilience dans le plan national de réponse 2017/18.** Elle permettra d'atténuer les difficultés de la période de soudure pour les bénéficiaires;
- **La facilitation des procédures d'octroi des offres d'achat institutionnel de céréales pour la période indiquée.** Cette simplification des procédures permettra de réduire l'impact négatif de ces achats sur les marchés ;
- **Le suivi régulier de la situation alimentaire et nutritionnelle, à travers notamment les marchés, par les différentes structures impliquées.**